

Célébration de l'excellence : L'équipe nationale des moins de 18 ans honorée par le Président de la Transition

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

JEUDI 16 JANVIER 2025

1710

Malikilé

www.malikle.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

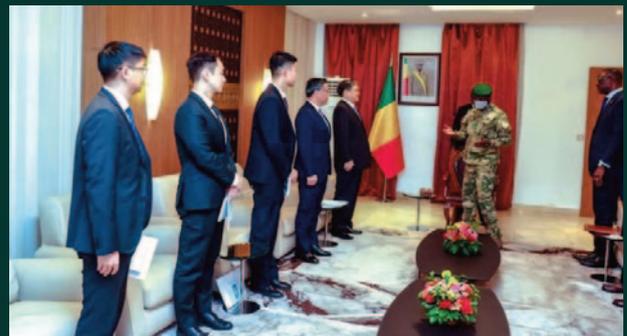


26^{ème} Edition des Vœux à la Presse de Mountaga Tall

Sagesse et fermeté



Les Forces Armées Maliennes (FAMA) : Engagées dans la lutte contre le terrorisme pour la stabilité du Mali



Rencontre diplomatique au sommet : Le Président de la Transition du Mali reçoit des émissaires de haut rang

Dengue

Maladie causée par un virus du genre *Flavivirus*, transmis par la piqûre du moustique femelle appelé *Aedes aegypti*



CAUSES

Piqûre du moustique femelle *Aedes aegypti*



5 sérotypes du virus de la dengue



SYMPTÔMES

Temps d'incubation :
4 à 10 jours après la piqûre



DENGUE CLASSIQUE

- Fièvre élevée (de 38°C à 40°C)
- Maux de tête
- Fatigue
- Douleurs dans le corps
- Forte fatigue
- Eruption cutanée (rash)
- Douleur derrière les yeux
- Douleurs musculaires et articulaires
- Nausées et vomissements
- Taches rouges sur le corps
- Douleurs abdominales (surtout chez les enfants)
- Durée : 2 à 7 jours

DENGUE HÉMORRAGIQUE OU DENGUE SÉVÈRE

- Symptômes de la dengue classique
- Intenses maux de ventre ou douleurs abdominales
- Agitation ou léthargie (sommolence)
- Vomissements qui persistent, avec ou sans présence de sang
- Cyanose
- Soit excessive et bouche sèche
- Difficultés respiratoires
- Pouls rapide ou faible
- Hépatomégalie douloureuses
- Extrémités froides, peau pale, froide et humide
- Chute de tension (hypotension)
- Saignements de nez, des gencives ou sous la peau
- Taches rouges sur la peau

TRAITEMENTS & VACCIN



Un vaccin est disponible*



Paracétamol



Repos



Anti-inflammatoire



ATTENTION : n'utilisez pas de médicaments à base d'acide acétylsalicylique (Aspirine)

BONS CONSEILS & PRÉVENTION



Consultez toujours un médecin en cas de dengue



Faites vous vacciner contre la dengue*



Éviter l'eau stagnante

Mettez du chlore dans les piscines



Utilisez un spray anti-moustique

*Le vaccin est disponible dans certains pays, mais réservé aux personnes déjà infectées par la maladie



Une /

26ème Edition des Vœux à la Presse de Moutaga Tall : Sagesse et fermeté

P.4

Brèves /

Stabilisation et Pacification du Pays : Le Gouvernement Malien Annonce une Initiative Majeure

P.16

La Nuit du Citoyen : Célébration de l'Engagement Civique

P.16

Célébration de l'excellence : L'équipe nationale des moins de 18 ans honorée par le Président de la Transition

P.17

Rencontre diplomatique au sommet : Le Président de la Transition du Mali reçoit des émissaires de haut rang

P.17

Actualité /

Les Forces Armées Maliennes (FAMA) : Engagées dans la lutte contre le terrorisme pour la stabilité du Mali

P.20

Réorganisation du Secteur Minier au Mali : Les Défis Institutionnels et la Gouvernance du Secteur Aurifère

P.22

Politique /

Tribune de Me Balla Cissé : La candidature du chef militaire de transition à l'élection présidentielle

P.25

Le Mali face aux défis internes et externes : Le Président Goita s'engage pour la sécurité et la stabilité nationale

P.27

MALI-CEDEAO : La seconde bataille de Kirina

P.29

Culture & société /

Ministère de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme : Une délégation d'Orange Mali reçue

P.32

International /

Crise sécuritaire au Bénin : Le défaut de coopération régionale pointé du doigt

P.33

Réforme des retraites et stabilité des finances publiques : Le Premier ministre français prône le dialogue social

P.34

Sport /

Basketball : Le ministre Fomba inaugure des terrains

P.37

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamoko B. Keïta, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wogo, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** Fatou Sissoko



26^{ème} Edition des Vœux à la Presse de Mountaga Tall **Sagesse et fermeté**

C'est dans la grande salle de la Maison de la Presse du Mali que Maître Mountaga Tall a présenté ses vœux 2025 à la presse malienne. Comme à l'accoutumé la salle, pleine à craquer, a refusé du monde.

En effet, on peut dire comme le chanteur, ils sont venus, ils étaient tous là.

D'abord les hôtes du jour, les journalistes ont massivement honoré de leur présence la cérémonie. Des pionniers aux anciens, de la génération intermédiaire ou nouvelles pousses, nos confrères et consœurs ont tenu d'une part à écouter le message, toujours attendu du président du CNID-Faso Yiriwa Ton mais aussi à lui témoigner leur reconnaissance pour sa constance dans l'accompagnement et la défense de la presse.

Ensuite de très nombreux chefs de partis ont fait le déplacement. Ils étaient quelques dizaines que nos radars ont repéré.

Quant aux militants et responsables du Congrès National d'Initiative Démocratique (CNID-FYT), ils étaient facilement reconnaissables par leurs tonnerres d'applaudissements continus.

L'on aurait pu entendre une mouche voler dans la salle, lors de la première intervention de Me TALL en bon bambara de Ségou, tant l'orateur a su capter l'attention du public le public autant par la profondeur du message que la forme dans laquelle elle a été délivrée.

Les principaux thèmes, repris ensuite en français ont porté sur des thèmes aussi variés que

la liberté de la presse, la Journée nationale de la Souveraineté retrouvée, l'insécurité, la vie chère, la question de l'Énergie, la libération des 11 leaders politiques et de tous les autres acteurs politiques détenus, les relations Ex-Conseil National de Salut Public (CNSP) et du M5-RFP, les élections en 2025, l'initiative, un vaste Rassemblement politique, la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la Confédération des États du Sahel (AES), le génocide en cours à Gaza, l'insulte faite à l'Afrique et aux africains par le président français Emmanuel Macron et enfin le CNID-FYT.

Lire l'intégralité du discours en encadré.

Moctar Sow



VŒUX A LA PRESSE

Me MOUNTAGA C. TALL, PRESIDENT DU CONGRES NATIONAL D'INITIATIVE DEMOCRATIQUE (CNID-Faso Yiriwa Ton) - 26^{ème} Edition

MAISON DE LA PRESSE - BAMAKO - 15 JANVIER 2024

- Monsieur le Président de la Maison de la Presse, Bandiougou Danté,
- Monsieur le Président de l'Association des Professionnels de la Presse en Ligne (APPEL MALI) ;
- Monsieur le Président de l'Union nationale des Journalistes du Mali (UNAJOM) ;
- Monsieur le Président de l'Union des radiodiffusions et Télévisions Libres du Mali (URTEL) ;
- Mesdames et messieurs les représentants des faitières de la presse, des associations des média publics et privés,

nationaux et internationaux,

- Mesdames et messieurs les directeurs et représentants des organes médiatiques écrits, audiovisuels, en ligne et des médias sociaux,
- Chers invités ;
- Chers amis du Front pour la Sauvegarde de la Démocratie (FSD) et du Mouvement du 5 Juin- Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP) ;
- Militantes et militants du CNID – Faso Yiriwa Ton ;
- Mesdames et Messieurs.

Au seuil de l'année qui vient de s'achever, précisément le 17 janvier 2024, dans cette salle, j'ai conclu mes vœux en ces termes « Voici exactement 25 ans que je vous présente, en mon nom et en celui du CNID-FYT mes vœux. Je souhaite, et je prie ALLAH SWT de m'entendre : que ces vœux soient les derniers que je présente au nom de ce parti, le Congrès National d'Initiative Démocratique (CNID-Faso Yiriwa Ton) qui m'a tant donné. Cela ne signifie nullement que la tradition, aujourd'hui ancrée et adoptée par beaucoup, sera remise en cause. Elle

se poursuivra et s'améliorera sans doute. Inch'ALLAH ! Donc, je ne vous fais pas un adieu mais exprime un souhait : vous formuler mes vœux ailleurs, autrement ».

En effet, lors de ces vœux, j'avais exprimé le souhait d'une possible transition, envisageant une nouvelle orientation personnelle qui me déchargerait de mes responsabilités actuelles. Cette ambition, qui visait à consacrer mon énergie à des initiatives pour un large rassemblement n'a pas abouti dans l'immédiat, mais reste ancrée dans ma vision à un niveau de priorité élevé. Toutefois, je renouvelle cet engagement, témoignant de la résilience et de l'adaptabilité qui caractérisent notre approche.

Mesdames et messieurs,

Devant vous, je réaffirme le rôle indispensable que joue la presse dans notre société. En tant que vecteurs d'information, vous êtes les garants de la transparence, de la responsabilité et de la démocratie. Vos ac-

tions contribuent à façonner l'opinion publique, à dénoncer les injustices et à stimuler le débat. Il est donc impératif que vous puissiez exercer votre mission dans un environnement sûr, libre de toute entrave. Ainsi, j'adresse mes vœux les plus sincères à chacun d'entre vous, aux entités médiatiques que vous représentez, et à vos proches. J'inclus également dans mes vœux les acteurs des réseaux sociaux dont l'influence croissante est un phénomène contemporain qu'il importe de considérer dans son ensemble.

Mesdames et messieurs,

Je réitère, avec la plus grande fermeté, mon engagement indéfectible envers une presse libre et économiquement viable. La presse ne peut remplir son rôle de « quatrième pouvoir » que si elle est indépendante des pressions financières et politiques.

Je persiste également dans ma conviction que la dépenalisation des délits de presse est cruciale pour garantir une expression

libre mais aussi, et j'insiste dessus, responsable. Les journalistes ne doivent pas être menacés de poursuites judiciaires pour l'exercice de leur droit d'informer. La dépenalisation ne doit pas non plus signifier l'irresponsabilité.

Ma préoccupation s'étend également à la situation alarmante de vos confrères journalistes à travers le monde, et particulièrement ceux qui sont enlevés, portés disparus, empêchés d'exercer leurs fonctions, emprisonnés ou même assassinés. Ces actes constituent des atteintes intolérables à la liberté de la presse et à la démocratie elle-même. Je tiens à saluer et à encourager les efforts des organisations internationales et nationales qui œuvrent pour la protection des journalistes, et je réitère mon soutien agissant à leurs actions. Je pense particulièrement aux cas de conscience en zones de conflits, notamment la Palestine et plus précisément la Bande de Gaza, qui nécessitent une attention toute particulière.





Mesdames et messieurs,

Hier, 14 janvier, le Mali a célébré, pour la troisième année consécutive, la Journée nationale de la Souveraineté retrouvée. Cette journée symbolise la détermination des Maliens à reprendre leur destin en main, à la suite d'une période de défis et d'épreuves. Il convient ici de rappeler que la quête de souveraineté est intimement liée à notre histoire, depuis la résistance à la pénétration coloniale, les luttes anticoloniales, les combats pour notre indépendance, les premières mesures prises aux lendemains des indépendances, les luttes syndicales et estudiantines et les luttes politiques dont la dernière est celle du M5-RFP.

Il est primordial de comprendre que la souveraineté n'est pas un simple slogan, mais un principe fondateur de la coexistence pacifique et de la coopération entre les na-

tions. Elle fonde les relations entre les Etats sur le principe cardinal de leur égalité souveraine qui implique un respect mutuel et une égalité de droit et en droits et devoirs.

La revendication insistante de cette souveraineté s'explique par une histoire récente marquée par des humiliations, des déconsidérations et des atteintes à la dignité du peuple malien. Il est donc normal que le Mali exprime avec vigueur sa volonté de se tenir debout, en tant que nation libre, indépendante et souveraine. Cette quête n'est pas uniquement un acte politique ; elle est aussi un acte de fierté et de réaffirmation de notre identité collective.

Même si cette quête de souveraineté est un tsunami qui n'épargnera aucun pays africain, elle ne saurait cependant, se faire en marge de la communauté internationale. Elle doit être entendue comme une exi-

gence de refonte des relations internationales sur des bases plus justes et équitables. Ce mouvement, en germe partout, est appelé à modifier en profondeur les équilibres mondiaux, même si sa trajectoire et sa gestion varieront selon les spécificités nationales.

Mesdames et messieurs,

Malgré les importantes avancées réalisées dans certains domaines, le Mali continue de faire face à une insécurité persistante, dont le coût humain et économique est immense. Nos vaillantes forces de défense et de sécurité sont constamment déployées sur le terrain, au péril de leur vie, pour contrer les groupes armés terroristes. Cette situation engendre des pertes civiles et militaires considérables, pèse lourdement sur le budget national et entrave le développement économique et social. De plus, la cherté de la vie et la perte du pouvoir

d'achat rendent la situation encore plus difficile pour les populations les plus vulnérables malgré d'importants efforts budgétaires.

Il est donc impératif d'adopter une approche intégrée pour lutter contre l'insécurité, allant au-delà de la simple dimension militaire. Ainsi, il importe d'explorer des pistes complémentaires à l'indispensable réponse armée. C'est précisément parce que nos Forces de Défense et de Sécurité montent en puissance et infligent de lourdes pertes aux groupes armés que la voie du dialogue avec certaines parties prenantes à ce conflit, en vue de leur reddition, me semble être une approche à considérer. Parallèlement, une stratégie de communication axée sur une riposte doctrinale juste et adaptée est indispensable pour contrer les messages extrémistes et la propagande. C'est à ces conditions que nous pourrions espérer un retour rapide à la paix et un Mali réconcilié.

Mesdames et messieurs,

De façon plus visible la vie est chère, très chère et le pouvoir d'achat particulièrement impacté malgré les subventions et autres formes de soutien aux plus vulnérables. Face à toutes ces épreuves, nos compatriotes ont fait preuve de patriotisme et de résilience, ont tout accepté et tout donné. Il ne faut donc écarter aucune piste pour adoucir leurs difficultés.

Mesdames et messieurs,

La question de l'énergie, ou plus concrètement de l'approvisionnement en électricité, est devenue une préoccupation majeure pour les Maliens à l'approche surtout du mois de Ramadan et de la saison chaude. La crise énergétique a un impact direct sur le bien-être des populations, l'activité économique et le fonctionnement des services publics. Cette crise met en lumière des problèmes d'infrastructure, de gestion et d'anticipation des besoins.

Il est important de souligner que l'énergie n'est pas une simple question de confort. Elle est aussi une question de survie pour les entreprises, petites et grandes, et pour les personnes malades ou vulnérables. Les témoignages des perturbations dans des établissements hospitaliers, en raison des coupures de courant, sont alarmants et inacceptables. Les drames humains liés à cette crise, avec les conséquences terribles sur les rites funéraires, témoignent de l'urgence de trouver des solutions durables. Il est donc crucial que soient mises en place des mesures efficaces pour garantir un approvisionnement énergétique fiable et durable du pays.

Mesdames et messieurs,

L'année 2024, à l'instar des années précédentes, a été marquée par des pratiques de corruption à différents échelons de l'administration publique. La lutte contre la corruption au Mali demeure un défi majeur qui nécessite une approche holistique et une



volonté politique affirmée. Il s'agit d'un combat de longue haleine qui exige l'implication de tous les acteurs de la société, y compris l'État, les institutions de contrôle, la justice, le secteur privé, la société civile et les citoyens eux-mêmes. L'année 2025 doit être celle d'une plus grande prise de conscience collective, où la lutte contre la corruption devient une priorité nationale, gage de développement et de progrès.

Mesdames et messieurs,

Sur le plan politique, la libération de plusieurs leaders politiques précédemment arrêtés a été une source de soulagement. Aujourd'hui nous pouvons dire, que comme beaucoup d'autres personnes, nous nous sommes investis, modestement et dans la limite de ce que nous pouvions, pour leur libération.

Cependant, les conditions qui ont mené à ces arrestations suscitent encore des interrogations. Il devient dès lors essentiel que nous développions des mécanismes de gestion des différends politiques qui soient respectueux des droits et des libertés de chacun, et qui garantissent la paix sociale. Ainsi, nous devons nous rappeler que la politique est aussi l'art de gérer les désaccords de manière pacifique et constructive.

Il est donc impératif que tous les acteurs politiques encore détenus soient libérés dans le strict respect de l'indépendance de la justice. Des mesures d'apaisement et de clémence doivent être envisagées, d'autant plus que toutes les conditions légales requises sont aujourd'hui réunies pour ce faire. Il est de la responsabilité de chacun de construire un climat politique serein, propice au dialogue et au rassemblement de toutes les forces vives de la Nation. Dans ce cadre, Dame Justice devrait toujours se souvenir de son rôle crucial de régulateur social.

Mesdames et messieurs,

Après les événements du 18 août 2020, qui ont consacré le parachèvement par le Comité National pour le Salut du Peuple

(CNSP) de la lutte héroïque du Peuple malien portée par le M5-RFP, un partenariat stratégique avait été scellé entre les deux acteurs principaux du changement intervenu dans notre pays. Il s'agissait, de concert avec toutes les forces acquises au changement, d'œuvrer à une Refondation complète, non pas du seul Etat comme semble l'accréditer certaines appellations, mais celle de la nation malienne, du Mali tout entier.

Le changement de gouvernement intervenu le 21 novembre 2024, a parachevé la mise à l'écart du M5-RFP de la gestion de la Transition et a, par conséquent, signé l'acte de décès du partenariat sous sa forme initiale.

Nonobstant cette rupture, rien, absolument rien, ne devrait pouvoir remettre en cause l'engagement ferme et irrévocable des responsables et militants du M5-RFP et des entités qui le composent dont le CNID-FYT, d'œuvrer à la pleine réussite de la Transition, à sa bonne fin et à la pérennisation de ses acquis après la Transition.

Cette posture s'impose d'autant plus que c'est le programme et les idées du M5-RFP contenus dans deux documents essentiels que sont « les 10 Points et 17 Mesures » et « Notre Vision de la Refondation » qui ont conduit aux Assises Nationales de la Refondation dont les conclusions ont été traduites en Programme d'Action Gouvernemental qui continue, dans une large mesure, à s'appliquer.

Peu importe donc la présence de ministres au Gouvernement, de responsables au Conseil National de Transition (CNT) ou au sein d'autres institutions, dans les Administrations publiques ou les missions diplomatiques. Il suffit que des Maliens patriotes, compétents et acquis au changement et à la Refondation, soient en poste. Car, in fine, le Mali appartient à toutes les Maliennes et tous les Maliens.

Mesdames et messieurs,

La simple honnêteté oblige aussi à dire que ces idées du M5-RFP n'auraient pas été ap-

pliquées, avec d'ailleurs, selon les cas, mesure, excès ou insuffisance sans l'exceptionnel courage dont les plus hautes autorités de la Transition ont su faire preuve. C'est pour cette raison qu'elles doivent bénéficier de notre respect aujourd'hui et de notre protection demain.

Mesdames et messieurs,

L'inscription de dotations budgétaires pour les élections de 2025 et l'annonce de « l'organisation d'élections transparentes et apaisées » dans la Feuille de route du Président de la Transition au Gouvernement du Premier ministre Abdoulaye Maiga sont des signaux forts qui ont suscité des réactions diverses. Certains acteurs expriment un enthousiasme prudent, tandis que d'autres nourrissent des doutes quant à la tenue effective de ces échéances alors que certains autres ne veulent même pas entendre parler d'élection.

Il est essentiel d'entendre toutes ces voix, de dialoguer avec tous les acteurs et de s'engager dans une démarche pédagogique pour dissiper les inquiétudes et parvenir à un consensus.

D'abord à ceux qui refusent l'idée même de tenir des élections, nous voudrions rappeler que nul ne rend service à un pouvoir établi, en lui conseillant de se soustraire à la tenue d'élections, qui seules, légitiment, crédibilisent et renforcent l'action publique. Ces compatriotes évoquent souvent Vladimir Poutine, Xi Jinping ou encore Recep Tayeb Erdogan qui sont, en fait, tous des chefs de partis qui ont organisé des élections pour présider aux destinées de leurs pays.

Il n'est pas indifférent de rappeler aussi que même aux pays de l'Empereur du Japon ou la Reine d'Angleterre, les gouvernements sont élus.

Enfin, nul ne peut raisonnablement soutenir l'impossibilité de tenir des consultations électorales pour des raisons sécuritaires après la tenue de la consultation référendaire dans des conditions sécuritaires plus précaires.

Le refus des élections ou leurs reports sans fin apparaît donc comme une impasse et un piège à éviter à tout prix.

Enfin à ceux qui doutent ou croient à un bluff, il faut dire que les incantations, les petites phrases ne permettront pas d'avancer. Nous devons collectivement prendre conscience de l'importance des élections, nous engager pour leur tenue dans un climat sociopolitique serein en vue d'une gestion optimale des affaires publiques.

Mesdames et messieurs,

Toujours dans le cadre politique, je souhaite initier prochainement deux actions majeures. La première consiste à organiser une rencontre rassemblant tous les partis politiques qui le souhaitent, afin de formuler des propositions communes sur la future relecture de la Charte des partis. L'objectif est de parvenir à une refonte consensuelle et d'améliorer le fonctionnement démocratique du pays. La seconde

initiative, déjà annoncée l'année dernière, mais plus d'actualité que jamais, consiste à mettre en place un vaste rassemblement qui transcende les clivages et qui place le Mali au-dessus de toute autre considération. Seule une telle démarche peut nous permettre de relever les défis qui se présentent à nous.

Mesdames et messieurs,

Sur le plan régional, notre pays a fait le choix de quitter la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) au moment même où ses options fondamentales étaient plébiscitées par les peuples africains. J'ai déjà indiqué que le mieux aurait été de s'appuyer sur ce soutien populaire pour reformer la CEDEAO de l'intérieur et en profondeur. Car l'organisation, de toute évidence, ne peut survivre sans une remise à plat de ses textes et de son fonctionnement.

Une telle démarche n'aurait empêché en

rien la création de la Confédération des Etats du Sahel (AES) dès lors que certains autres Etats membres de la CEDEAO sont regroupés dans le Conseil de l'Entente [Benin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Niger et Togo] ou dans l'Union du Fleuve Mano [Liberia, Sierra Leone, Guinée et Côte d'Ivoire]. Ces organisations, même en hibernation prolongée, ne sont pas dissoutes.

Maintenant que le retrait du Mali, du Burkina Faso et du Niger sera définitivement acté dans quelques jours, il convient, pour toutes les parties, d'envisager « un divorce à l'amiable » qui seul permettrait de ne pas renier le passé ni d'insulter l'avenir. A cet égard, le BREXIT peut servir de cas à méditer.

Il reste, pour ce qui concerne le CNID-FYT, à s'impliquer fortement et loyalement pour la réussite de l'AES et pour la préservation de bons rapports de voisinage avec tous les pays. Car, et je le répète, puisqu'aucun pays ne peut déménager ou faire déménager un





autre pays, les réalités géographiques et socioéconomiques finissent toujours par prévaloir sur les crises.

Mesdames et messieurs,

Enfin, il est impossible de clore ce discours sans évoquer 2 après sujets.

D'abord le génocide en cours à Gaza, ou même les prématurés sont assimilés aux terroristes et assassinés. Cinquante-quatre (54) de vos confrères journalistes, soit plus que la moitié des 104 journalistes tués à travers le monde en 2024, ont perdu la vie là-bas. C'est la conscience collective du monde et notre humanisme qui sont interpellés.

Ensuite l'insulte faite à l'Afrique et aux africains par le président français Emmanuel Macron lors de son adresse à la Conférence annuelle des ambassadrices et des ambassadeurs français le 6 dernier ? Je me contenterai, après les réponses cinglantes des gouvernements sénégalais, Tchadien, Burkinabé et de nombreux autres africains

ou citoyens justes du monde d'affirmer mon haut-le-cœur de voir celui qui doit demander pardon à l'Afrique et aux africains exiger d'eux des remerciements. Quel affront !

Mesdames et messieurs,

Je voudrai, à présent vous dire deux mots sur notre parti, le Congrès National d'Initiative Démocratique (CNID-Faso Yiriwa Ton) qui se prépare activement pour les futures élections, laboure inlassablement le terrain malgré les difficultés de toute nature et qui prépare son 8ème congrès ordinaire en cette année 2025.

La suspension de l'aide publique aux partis politiques n'a empêché ni le fonctionnement administratif normal du Parti qui cumule Zéro FCFA d'arriérés de loyers, de salaires, de factures EDM ou SOMAGEP, ni son fonctionnement quotidien incluant des missions à l'intérieur du pays, ni le respect de ses rendez-vous statutaires.

C'est dire, Mesdames et messieurs, qu'autant nous prétendons à une aide publique

encadrée, moralisée, contrôlée qui est un droit, autant nous nous efforçons à exister avec principalement les cotisations et contributions de nos militants et sympathisants que je salue et remercie ici.

Telle est la compréhension du CNID-Faso Yiriwa Ton du militantisme, de l'attachement à son parti et de la vie partisane.

Mesdames et messieurs,

Je voudrais à présent conclure en partageant avec vous mon indécrottable optimisme pour notre pays, le Mali, et ma confiance infinie en mes compatriotes : c'est dur, très dur mais les épreuves d'aujourd'hui préparent le Mali radieux de demain.

Et demain c'est déjà un peu d'aujourd'hui.

Tenons bon ensemble !

Rassemblons-nous pour construire le Mali.

Je vous remercie de votre écoute attentive.

■ réseau des juristes du Mali, - Rejuma. juristes et étudiants en droit



Malick Coulibaly, docteur en droit, Avocat, ancien Magistrat, ancien Ministre de la Justice, éminent professeur de droit et fervent défenseur des droits de l'homme, il est très connu pour ses prises de position en faveur des faibles et contre les injustices. Sa contribution à la modernisation de la justice malienne ne fait l'ombre d'aucun doute, il est l'initiateur de la très redoutée loi sur l'enrichissement illicite en République du Mali. Réputé pour son intégrité et son patriotisme, il demeure une référence pour toute une génération de juristes maliens, c'est pourquoi le Rejuma lui rend un vibrant hommage. Que le bon Dieu le protège et le préserve.



■ Hamadi Dicko



Il est en train d'appliquer une opposition intelligente !
Non, le Défroqué est fort en communication.

■ Papou Ka Papou



URGENT
je vends Dou koutourou belebeleba à Safo, avec panneaux solaires.
Prix inbox

■ Team VIP 223 -



11 janvier, 16:47 -

Ce monsieur s'appelle Diassa Lah.
Ni les griots ni les vidéomen ne chantent son nom,
car il ne distribue pas d'argent pour flatteries ou éloges.
Son véritable plaisir, il le trouve dans le soutien discret qu'il apporte aux familles démunies.



■ AMARA Bathily Page



TOUT CAMARADE QUI VA M'ENVOYER UNE
VIDÉO AVEC DRONE BÉLÉBÉLÉBA
je vais te bloquer

■ YBC-Communication



Message du parti Yelema .
Face aux menaces de toutes sortes, nous serons là.
Face aux injures, nous serons là.
Face aux calomnies, nous serons là.
Nous résisterons car la résistance et la résilience sont inscrites dans l'ADN du Parti Yéléma.



Gouvernement du Mali



#SécuritéRoutièreCasqueMali2025

Le port du casque est vital

En cas d'accident, le casque empêche :

- le cerveau de heurter le crâne avec force ;
- l'énergie du choc de propager sur les zones fragiles du crâne;
- le contact direct entre le crâne et l'objet heurté.



Bamako | 3ème édition de la Journée nationale de la souveraineté retrouvée !

Conformément aux orientations des hautes autorités, la journée nationale de la souveraineté retrouvée est célébrée ce mardi 14 janvier 2025 sur toute l'étendue du territoire nationale. Le thème principal de la présente édition est : "La culture, facteur de renforcement de l'unité nationale et de l'esprit patriotique".

À Bamako, Madame le Ministre des Transports et des Infrastructures, DEMBÉLÉ Madina SISSOKO, était à l'école fondamentale Sega DIALLO

de Bozola, en compagnie des membres de son Cabinet et des notabilités traditionnelles de l'Arrondissement 2 du District de Bamako. La montée du drapeau national et l'animation de la leçon modèle sur la souveraineté ont été les temps forts du lancement de cette journée.

Pour rappel, la Journée nationale de la Souveraineté retrouvée est instituée par le Décret n°2023-014/PT-RM du 13 janvier 2023. Elle est célébrée en souvenir de la grande mobilisation patriotique du Peuple malien, le vendredi 14 janvier 2022, pour défendre la Patrie et dénoncer les sanctions illégales, illégitimes, illicites et inhumaines de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CE-DEAO) et de l'Union Economique et Monétaire Ouest-africaine (UEMOA).

Cellule Communication du MTI !



Seydou Oumar Traoré



Le discours du Président de la Transition, Le Général d'Armée Assimi Goïta, lors de la présentation des vœux en bambara, a résonné comme un appel solennel à la réalité : LE MALI EST EN GUERRE.

Une guerre totale, complexe, invisible pour certains mais omniprésente pour tous. Une guerre qui, selon ses propres mots, pourrait durer encore 15 ans.

Ce ton guerrier, loin d'être alarmiste, est une mise en garde lucide contre une certaine forme d'insouciance collective.

Nos concitoyens doivent intégrer cette vérité dans leur quotidien : étudier, commercer, construire, voyager, développer, oui, mais dans un environnement où l'insécurité n'est pas une éventualité, mais une constante. Ignorer cet état de fait, ou s'y adapter avec légèreté, c'est

courir le risque de fragiliser davantage notre société et de compromettre nos efforts de résilience.

Nous devons comprendre que cette guerre n'est ni facile, ni limitée. Elle exige de chacun d'entre nous vigilance, discipline et engagement. Ce n'est pas le combat d'une armée seulement, mais celui d'un peuple tout entier. L'urgente nécessité de cette prise de conscience collective est cruciale pour que nous puissions avancer, non pas malgré cette guerre, mais en acceptant qu'elle fasse désormais partie de notre histoire, de notre quotidien.

Face à cette réalité implacable, il n'y a pas de place pour l'ignorance ou l'insouciance. Nous sommes tous concernés, et c'est ensemble que nous pourrons surmonter cette épreuve. Que chacun en prenne conscience, car l'avenir du Mali en dépend.

Source : Baye Ag Mahmoud



■ Kati 24



DIRECTION GÉNÉRALE DE LA POLICE NATIONALE :

Pour sa brillante participation à la réussite de la première compétition de Taekwondo AES-RUSSIE tenu du 13 au 17 Novembre 2024, le Directeur Général de la Police Nationale, le Commissaire Général de Brigade de Police Soulaïmane TRAORÉ, a reçu, ce lundi 13 janvier 2025, une délégation de la Fédération Malienne de Taekwondo, conduite par le Général de Brigade Nema SAGARA.

Cette rencontre symbolique, qui ouvre la voie à une collaboration avantageuse et étroite entre les acteurs sportifs et les Forces de sécurité, avait pour but de remettre une attestation de reconnaissance au Directeur Général, en guise de gratitude pour son engagement dans le cadre de la sécurisation des personnes et des biens et de son soutien envers le développement de la discipline sportive "taekwondo" au Mali. Illustrant également l'importance de reconnaître les efforts des personnalités, ce geste témoigne, aussi de l'utilité de la collaboration intersectorielle dans la promotion des valeurs sportives et citoyennes.

Le Directeur Général de la Police Nationale, a exprimé toute sa gratitude envers la Fédération Malienne de Taekwondo pour cette marque de considération et de reconnaissance, avant de réaffirmer son engagement à accompagner le sport malien dans toutes ses dimensions. Dans ses mots, il a souligné que le développement des activités sportives contribue directement à l'instauration d'un environnement pacifique et à la cohésion sociale.

Com'DGPN



■ AMARA Bathily Page



QUELQU'UN QUI VEUT VENIR AU MONDE LUNDI,
GRANDIR MARDI ET
DEVENIR RICHE MERCREDI...
il ne verras pas jeudi, donc allons doucement

■ Kati 24



[FESTIVAL #KAYI_KUNBEN: DONS DE PRODUITS SANITAIRES PAR LA MARRAINE, FATOUMATA BATOULY NIANE, À L'HÔPITAL ALFOUSSEINY DAOU DE #KAYES]

Ce lundi 13 janvier 2024, l'hôpital Alfousseiny Daou de Kayes a accueilli avec honneur et gratitude la cérémonie de dons de produits sanitaires par la marraine de cœur, Fatoumata Batouly Niane. Comme chaque année, ce généreux geste témoigne d'un engagement solidaire envers la communauté médicale.

Cette année, Fatoumata Batouly Niane a ajouté une contribution exceptionnelle : la construction d'une pièce dédiée au stockage des nourritures pour les nouveaux-nés de la maternité de l'hôpital. Ce nouvel espace permettra de mieux conserver les aliments, garantissant ainsi une meilleure alimentation pour les bébés.

En reconnaissance de ses actions et de son soutien indéfectible, Fatoumata Batouly Niane a reçu une attestation de reconnaissance, remise par le directeur général de l'hôpital. Ce geste symbolique vient couronner l'ensemble de ses efforts et son investissement au service de la communauté de Kayes.

Le Festival Kayi_kunben est non seulement un moment de célébration culturelle et une opportunité économique pour Kayes, mais aussi une occasion de renforcer les liens de solidarité et d'apporter des améliorations concrètes à la vie quotidienne des habitants.

ENSEMBLE, FAISONS BRILLER NOTRE RÉGION KAYES !

#Batouly



■ Primature du Mali



CÉLÉBRATION DE LA JOURNÉE NATIONALE DE LA SOUVERAINÉTÉ RETROUVÉE

Malikura, souveraineté et développement : tels sont les mots qui résument avec force la 3e édition de la Journée de la souveraineté retrouvée, présidée ce mardi 14 janvier 2025, par le Premier ministre, le Général de Division Abdoulaye Maïga, au Palais des Sports de Bamako Salamata Maïga.

Cette journée a mis en lumière certaines actions et faits marquants ayant contribué à consolider la souveraineté nationale. Ces réalisations incluent entre autres le retrait des forces armées étrangères, la restauration de l'outil de défense et de sécurité nationale, la tenue d'un dialogue Inter-Maliens, le retrait du Mali de la CEDEAO, la création de l'Alliance des États du Sahel (AES) et l'adoption de la nouvelle Constitution.

Cette célébration témoigne de la détermination des autorités de la Transition à bâtir un Mali fier et indépendant. Elle offre également l'opportunité de consolider les acquis et de dessiner les contours d'un avenir prometteur pour le pays.

Dans son discours, le Premier ministre a souligné les avancées significatives réalisées dans le processus de recouvrement de la souveraineté. Il a insisté sur l'importance d'une appropriation collective de cette nouvelle dynamique, qui guide les actions du gouvernement et renforce l'identité nationale.

Cette Journée nationale de la souveraineté retrouvée a été instituée par le Président de la Transition, le Général d'Armée Assimi Goïta, en réponse aux sanctions illégales et illégitimes imposées au Mali. Elle est depuis devenue un symbole fort de résilience pour le peuple malien. CCRP

RENCONTRE ENTRE LE PREMIER MINISTRE ET LE SECTEUR PRIVÉ : DES MESURES CONCRÈTES POUR RÉPONDRE AUX BESOINS DE LA POPULATION

Dans le cadre de sa volonté d'instaurer un dialogue régulier avec le secteur privé malien, le Premier ministre, le Général de Division Abdoulaye Maïga, a présidé ce lundi 13 janvier 2025 une rencontre à la Primature. Cette rencontre a pour objectif de renforcer la collaboration pour répondre aux besoins fondamentaux de la population, conformément à l'axe 3 de la lettre de cadrage gouvernementale.

Au cours de la réunion, un projet de plan d'actions a été soumis à validation. Le comité technique, réunissant des départements ministériels et le secteur privé, a présenté 15 mesures phares. Parmi celles-ci figurent la facilitation du transport du bétail vers les abattoirs de Bamako, la sécurisation des récoltes et des circuits de commercialisation des céréales locales, ainsi que la reconstitution des stocks stratégiques de l'État pour assurer une distribution à prix modéré dans les zones touchées par les inondations. Ces mesures incluent également le maintien d'un dialogue permanent avec les opérateurs économiques pour garantir l'approvisionnement des marchés et stabiliser les prix.

Le Premier ministre a chaleureusement remercié les acteurs du secteur privé pour leur mobilisation et leur engagement en faveur du bien-être des Maliens. Il a réaffirmé le soutien indéfectible du gouvernement dans la mise en œuvre des actions convenues et a salué la résilience des partenaires privés.

Cette rencontre a permis des échanges francs et constructifs entre les participants. Elle témoigne de la détermination commune du gouvernement et du secteur privé à apporter des solutions concrètes aux besoins de la population malienne. CCRP



Stabilisation et Pacification du Pays : Le Gouvernement Malien Annonce une Initiative Majeure



Sous la direction du Ministre de la Réconciliation Nationale, le Général Ismaël Wagué, le gouvernement malien a récemment lancé une initiative ambitieuse visant à renforcer la sécurité et la paix dans le pays. Cette démarche, menée sous la présidence du Général d'armée Assimi Goïta, s'inscrit dans le cadre de la Transition et prévoit une opération de désarmement des milices d'auto-défense, impliquant 3000 individus.

L'objectif principal de cette initiative est de consolider les Forces Armées Maliennes (FAMA) tout en garantissant une sécurité durable sur l'ensemble du territoire. Parmi les 3000 miliciens concernés, 2000 auront l'opportunité d'intégrer les FAMA après avoir suivi une formation intensive axée sur le développement de compétences essentielles en matière de défense et de stabilisation du pays, mettant l'accent sur les aspects techniques, opérationnels, la discipline et l'engagement envers la nation.

Quant aux 1000 autres miliciens jugés inaptes au service militaire, ils bénéficieront de programmes de réinsertion socio-économique après leur désarmement. Ces programmes incluront des formations professionnelles, des aides financières pour des projets agricoles ou artisanaux, ainsi qu'un soutien psychologique et social visant à faciliter leur transition vers la société civile.

Une fois le processus de désarmement achevé, une politique de tolérance zéro à l'égard de la détention d'armes illégales sera mise en place, avec des sanctions sévères en cas d'infraction. Cette mesure vise à dissuader la possession d'armes illicites et à renforcer l'autorité de l'État pour assurer la sécurité de tous les citoyens.

Cette initiative s'inscrit dans une stratégie globale de consolidation de la paix et de la stabilisation du Mali, démontrant l'engagement des autorités à résoudre les problèmes d'insécurité et de division sociale. En offrant aux miliciens la possibilité de contribuer à la reconstruction nationale, l'État espère atténuer les tensions communautaires et renforcer la cohésion sociale.

La Nuit du Citoyen : Célébration de l'Engagement Civique



La Direction de la Jeunesse et des Sports, sous l'égide de l'Instruction civique et de la Construction citoyenne, a brillamment orchestré le 11 janvier 2025 la toute première édition de « La Nuit du Citoyen ». Cet événement d'envergure a mis en lumière une douzaine de personnes exemplaires, honorées pour leur dévouement et leur impact positif sur la promotion de la citoyenneté.

Sous la supervision bienveillante de la commission d'organisation, chaque lauréat a été distingué pour son engagement exceptionnel et son implication dans des actions civiques louables. L'objectif principal de cette soirée mémorable était de célébrer ces initiatives citoyennes inspirantes et de susciter un élan d'engagement civique au sein de la communauté.

Au cours de la cérémonie, des récompenses symboliques, telles que des attestations officielles, ont été remises aux lauréats, témoignant ainsi de la reconnaissance officielle de leurs actions. Ces trophées étaient bien plus que de simples symboles ; ils incarnent la reconnaissance et la valorisation des efforts consentis par ces citoyens dévoués. La Nuit du Citoyen a été l'occasion de mettre en avant des parcours individuels et collectifs marquants, soulignant la diversité des actions civiques et l'impact positif qu'elles ont sur la société.

Cet événement a également permis de rappeler à chacun l'importance de l'engagement citoyen et de l'implication dans la construction d'une communauté plus solidaire et responsable.

Cette première édition de « La Nuit du Citoyen » restera gravée dans les mémoires comme un moment fort de célébration de la citoyenneté et de valorisation des actions civiques. Elle a mis en lumière des héros du quotidien, des acteurs du changement et des modèles inspirants pour les générations présentes et futures.

Mohamed N'Diaye

Le Général d'armée Assimi Goïta a souligné que cette initiative représente une avancée significative vers une paix durable au Mali. En désarmant et en réintégrant les milices, les autorités visent à créer un avenir pacifique où tous les Maliens pourront vivre sans craindre la violence armée.

Fatou Sissoko

Célébration de l'excellence : L'équipe nationale des moins de 18 ans honorée par le Président de la Transition



Le mardi 14 janvier 2025 restera gravé dans les mémoires comme une journée d'honneur et de reconnaissance pour l'équipe nationale de basketball des moins de 18 ans du Mali. En effet, le palais de Koulouba a été le théâtre d'une cérémonie solennelle présidée par Son Excellence le Général d'Armée Assimi GOÏTA, Président de la Transition et Grand Maître des Ordres nationaux.

Lors de cet événement hautement symbolique, les jeunes athlètes, filles et garçons, ont été décorés pour leurs performances exceptionnelles lors du dernier Championnat d'Afrique. En présence des plus hautes autorités du pays, parmi lesquelles le Premier ministre et le Ministre de la jeunesse et des sports chargé de l'instruction civique et de la construction citoyenne, le Président a tenu à saluer ces jeunes talents en les qualifiant d'"ambassadeurs de la nation".

Le Ministre Abdoul Kassim FOMBA a quant à lui mis en avant le rôle inspirant de ces sportifs pour la jeunesse malienne, soulignant qu'ils incarnaient des valeurs telles que la résilience, le fair-play et l'esprit d'équipe. Au-delà de la reconnaissance symbolique par la remise de la médaille du Mérite national avec Effigie Lion Debout, les capitaines des deux équipes se sont vus remettre un chèque de 85 millions de F CFA en récompense de leurs exploits sportifs. En retour, ces champions ont dédié leurs distinctions aux Forces armées maliennes, saluant leur dévouement pour la sécurité du pays, tout en exprimant leur gratitude envers le Président de la Transition pour son soutien indéfectible.

Cette cérémonie a donc été l'occasion de célébrer l'excellence sportive et le dévouement de la jeunesse malienne, tout en soulignant l'importance du sport comme vecteur de valeurs nobles et d'unité nationale.

Karamoko B Keita

Abonnez vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp : 70 44 22 23 / Email : ampikile@gmail.com
Site : www.malikile.com

Rencontre diplomatique au sommet : Le Président de la Transition du Mali reçoit des émissaires de haut rang



Le lundi 13 janvier 2025 restera gravé dans les annales de la diplomatie malienne avec les audiences successives accordées par Son Excellence le Général d'Armée Assimi GOÏTA, Président de la Transition, à deux émissaires de haut rang. En effet, le Palais de Koulouba a été le théâtre de rencontres de premier plan entre le Chef de l'État malien et le Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération du Burkina Faso, Karamoko Jean TRAORÉ, ainsi que le Représentant spécial du Gouvernement chinois pour les affaires africaines, Liu YXI. La première audience a vu la présence du Ministre burkinabè porteur d'un message du Président du Faso, le Capitaine Ibrahim TRAORÉ. Karamoko Jean TRAORÉ s'est dit honoré de l'accueil chaleureux réservé par le Président GOÏTA. Il a souligné que sa mission s'inscrivait dans le cadre des efforts visant à renforcer l'espace de la Confédération de l'AES, regroupant les États du Sahel. Le diplomate burkinabè a salué l'engagement du Président malien dans la dynamique régionale, le qualifiant de pilier essentiel. Il a également mis en avant les conseils avisés dispensés par le Général d'Armée Assimi GOÏTA pour faire avancer les enjeux majeurs concernant la région.

La seconde audience a été consacrée au Représentant spécial du Gouvernement chinois pour les affaires africaines, Liu YXI. Ce dernier a exprimé sa satisfaction quant aux progrès réalisés par les autorités maliennes de la Transition dans des domaines stratégiques. Les discussions ont notamment porté sur le suivi des engagements pris lors du Forum Afrique-Chine 2024, mettant en lumière des axes de coopération clés tels que la sécurité, l'économie, l'éducation et la formation professionnelle. La Chine est perçue comme un partenaire incontournable pour le Mali dans ces secteurs.

Liu YXI, qui effectuait sa troisième visite au Mali, a souligné l'importance des liens bilatéraux entre Bamako et Beijing. Il a félicité le Président GOÏTA pour les efforts déployés par la Transition en vue de concrétiser des projets bénéfiques pour la population malienne.

Ces rencontres diplomatiques de haut niveau témoignent de l'importance accordée par le Mali aux relations internationales et à la coopération régionale. Elles soulignent également l'engagement du Président de la Transition dans la consolidation des liens avec les partenaires clés du pays, dans un contexte géopolitique complexe.

Bokoum Abdoul Momini



Nekapro



Scannez ici pour accéder au site web

SERVICE DE CORRECTION

L'écriture parfaite commence ici !



Si avoir un bon texte bien structuré est important, l'utilisation d'un site web de service de correction peut vous apporter des avantages supplémentaires en termes de qualité, de praticité et d'efficacité dans la gestion de vos contenus écrits.



Rédaction



Amélioration de style



Correction



Traduction

CONTACT



+223 74-44-27-44

www.nekapro.com



@nekapro

Kalaban Coura Rue 202 Porte 149



Premier essai gratuit



OCLEI

OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE
L'ENRICHISSEMENT ILLICITE



Institution nationale de lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite

2019 à 2022 en chiffres

23 dossiers transmis à la justice

Pour un montant de

23, 918 MILLIARDS FCFA

- 123 grandes activités de sensibilisation organisées
- 9 838 personnes directement touchées
- 1 967 déclarations de biens traitées
- 8 protocoles d'accord de coopération internationale signés
- 4 études faites sur la corruption et l'enrichissement illicite au Mali

Dénoncez gratuitement les faits de corruption

et d'enrichissement illicite

NUMÉRO VERT : 80 00 22 22

 BAMA KO, Hamdallaye ACI 2000, Rue 390, Place CAN

 (+223) 20 29 12 29 / Boîte Postale : E3977

 contact@oclei.ml  www.oclei.ml

Les Forces Armées Maliennes (FAMa) : Engagées dans la lutte contre le terrorisme pour la stabilité du Mali



Dans un Mali confronté à des défis sécuritaires complexes, les Forces Armées Maliennes (FAMa) se distinguent par leur engagement inébranlable dans la protection de l'intégrité territoriale et des populations. Sous la direction éclairée du Général Oumar Diarra, Chef d'État-Major Général des Armées, les récentes opérations menées sur le territoire malien témoignent de leur détermination à éradiquer la menace terroriste et à restaurer la paix et la stabilité.

Le récent compte-rendu des activités des FAMa pour les 12 et 13 janvier 2025, partagé par l'État-Major Général des Armées via la Direction de l'Information et des Relations Publiques des Armées (DIRPA), met en lumière la capacité des forces armées maliennes à anticiper, planifier et exécuter des opérations de haute précision.

Le 12 janvier 2025, dans le secteur de Berdosso, des frappes aériennes ont permis la neutralisation de 20 terroristes, réduisant ainsi la capacité d'action des groupes armés dans la région. De plus, à Tin-Tates, la destruction de la logistique ennemie à travers des frappes aériennes ciblées démontre l'efficacité des FAMa dans le démantèlement des infrastructures vitales des groupes armés.

Le 13 janvier 2025, à Doro, la destruction d'un refuge terroriste a entraîné l'élimination de trois éléments ennemis et la saisie d'un matériel comprenant des roquettes, des chargeurs, des talkies-walkies, des téléphones et des équipements de fabrication d'engins explosifs improvisés (EEI). De plus, la récupération de matériel à un autre refuge démantelé, incluant un marteau-piqueur, des panneaux solaires et divers outils, a affaibli davantage

les capacités opérationnelles des terroristes.

Ces succès sont le résultat d'une planification rigoureuse, d'un entraînement soutenu et d'un patriotisme indéfectible des FAMa, dirigées par le Général Oumar Diarra. Ils témoignent également du soutien accru de l'État et des partenaires stratégiques, essentiels pour rester à l'avant-garde de la lutte contre le terrorisme.

L'État-Major Général des Armées réaffirme l'engagement des FAMa à assurer la sécurité des citoyens maliens et à défendre l'intégrité territoriale du pays. Ces opérations réussies démontrent la détermination et le professionnalisme des forces armées maliennes dans la lutte contre le terrorisme pour préserver la paix et la stabilité au Mali.



Les propos exprimés dans ce texte mettent en lumière l'importance de reconnaître et de soutenir les actions héroïques des hommes et des femmes en uniforme, en l'occurrence les Forces Armées Maliennes (FAMa), qui travaillent sans relâche pour assurer la sécurité et la quiétude de la population malienne. Leur dévouement et leur courage sont essentiels pour garantir la stabilité et la souveraineté du pays.

Le peuple malien se doit de rendre hommage à ces héros du quotidien, qui risquent leur vie pour protéger leur nation et ses habitants. Leur dévouement incarne l'esprit de résilience et d'unité du Mali face aux défis et aux menaces qui se dressent sur son chemin. En saluant leur bravoure, nous leur offrons le soutien moral et la reconnaissance qu'ils méritent amplement.

Les Forces Armées Maliennes (FAMa) sont le rempart du Mali, les gardiens de sa liberté et les défenseurs de sa souveraineté. Leur mission est noble et essentielle pour la construction d'un avenir de paix et de prospérité pour tous les Maliens. Il est donc impératif que la nation tout entière se mobilise pour les ac-

compagner dans leur action, que ce soit par des prières, des actions concrètes de soutien ou tout simplement par la reconnaissance de leur travail exemplaire.

En unissant nos forces et nos efforts, nous renforçons la cohésion nationale et contribuons à la construction d'un Mali uni et indi-

visible. Les FAMa sont un pilier essentiel de cette unité et de cette résilience, et il est de notre devoir en tant que citoyens de les soutenir et de les honorer. Leur détermination et leur engagement sont les garants d'un Mali qui triomphera malgré les épreuves.

Ibrahim Sanogo



Réorganisation du Secteur Minier au Mali : Les Défis Institutionnels et la Gouvernance du Secteur Aurifère



Le Mali entreprend une profonde réorganisation de son secteur minier en annonçant la dissolution de la Chambre des Mines et la création d'un Collège transitoire. Cette décision, prise lors du Conseil des Ministres, vise à moderniser la gouvernance du secteur minier malien pour relever les défis actuels de l'industrie minière du pays.

La Chambre des Mines, établie en 2004 et réorganisée en 2018 par l'Ordonnance n°2018-021/P-RM du 8 août 2018, avait pour mission de représenter les divers acteurs du secteur minier, tant individus que entités morales. Elle jouait un rôle crucial dans la structuration et la régulation de ce secteur stratégique pour l'économie malienne.

Le Collège transitoire a été mis en place pour garantir la continuité des activités et préparer

une nouvelle structure. Ses principaux objectifs sont de rétablir un cadre opérationnel efficace, d'assurer la fluidité des opérations et des prises de décision, de permettre à toutes les parties prenantes d'être entendues et représentées, et de mettre en place des mécanismes de contrôle et de suivi plus performants.

Cette transition vise également à rassurer les investisseurs et à créer un environnement propice aux affaires. La dissolution de la Chambre des Mines et la création du Collège transitoire représentent un changement majeur pour le secteur minier malien, soulevant plusieurs enjeux. La période de transition pourrait susciter de l'incertitude chez les opérateurs et les investisseurs, et il sera crucial pour le Collège transitoire de gagner rapidement la confiance des acteurs du secteur.

Cette restructuration offre une opportunité de moderniser le secteur minier et de le faire évoluer pour répondre aux défis actuels. L'efficacité du Collège transitoire sera déterminante pour l'avenir de l'industrie minière au Mali. Si cette nouvelle équipe parvient à atteindre ses objectifs, elle pourrait insuffler une nouvelle dynamique et renforcer l'attractivité du pays pour les investisseurs. Il est donc essentiel de suivre de près cette transition.

Abdoulaye Pona, ancien président de la Chambre des Mines, a été écarté de ses fonctions par le gouvernement. La dissolution de la Chambre des Mines intervient après plusieurs années de dysfonctionnements et de reports des élections consulaires, initialement prévues pour renouveler le bureau dirigé par Abdoulaye Pona, à la tête d'un bureau obsolète depuis 2016.



Les difficultés rencontrées par la Chambre des Mines, telles que des lacunes dans les textes régissant les élections, des problèmes de transparence dans la gestion du registre des membres et des allégations de gestion opaque sous la présidence d'Abdoulaye Pona, ont conduit à cette décision de dissolution. Cette réorganisation du secteur minier malien vise à surmonter ces obstacles et à instaurer une gouvernance plus transparente et efficace pour favoriser le développement durable de l'industrie minière du pays.

La situation exposée met en lumière les défis institutionnels et la perte de confiance qui ont

rendu difficile la tenue d'élections crédibles et transparentes. Pour remédier à cette situation, le gouvernement de transition a décidé de dissoudre l'ancienne structure et de mettre en place un Collège transitoire chargé de diriger les affaires jusqu'à l'organisation des élections.

En ce qui concerne le secteur de l'or au Mali, il joue un rôle crucial dans l'économie du pays. En 2024, malgré une baisse de la production par rapport à l'année précédente, le Mali est resté le troisième producteur d'or en Afrique, avec une production industrielle estimée à 57,3 tonnes. Cette diminution est due en partie

à l'épuisement des réserves de certaines mines et aux défis opérationnels rencontrés par les compagnies minières étrangères.

L'or demeure le principal produit d'exportation du Mali, représentant environ 70% des exportations totales et contribuant à hauteur de 25% des recettes fiscales du pays. En 2024, les recettes d'exportation générées par le secteur aurifère ont dépassé 1 926 milliards de francs CFA, soulignant ainsi l'importance stratégique de cette ressource pour l'économie nationale.

Le nouveau Collège transitoire de la Chambre des Mines du Mali, créé en vertu de la Loi n°2018-021/P-RM, est composé d'un groupe de professionnels qualifiés chargés de redynamiser et d'apporter de la transparence au secteur aurifère. Les membres de ce Collège occupent des postes clés tels que le Président, le Vice-président, les différentes charges de gouvernance, de communication, de trésorerie et des relations avec les institutions publiques et privées. Leur mission consistera à restaurer la confiance et à améliorer la gouvernance dans le secteur minier au Mali.

Yacouba Ongoiba





CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE

MESSAGE SUR LA FRAUDE À L'AMO

**La Caisse Nationale d'Assurance Maladie
(CANAM)**

**a été alertée sur l'existence de sociétés
qui affilient et enrôlent frauduleusement
des personnes non assujetties au
Régime d'Assurance Maladie
Obligatoire (AMO).**

**Lesdites sociétés délivrent des cartes AMO
à des individus qui ne remplissent
pas les conditions requises pour des
prestations du régime de l'AMO.**

**En vue de faire valoir ses droits, la CANAM
a porté plainte contre deux sociétés qui
procèdent à ces pratiques.**

**Après les différentes auditions, les responsables
de ces deux sociétés ont été mis sous mandat
de dépôt en attendant leur procès.**

**<<Assuré à l'AMO, on cotise selon ses moyens
et on est pris en charge selon ses besoins sanitaires >>**

Tribune de Me Balla Cissé : La candidature du chef militaire de transition à l'élection présidentielle

Dans les six pays qui ont subi des coups d'État militaires ces quatre dernières années, le Mali (août 2020, mai 2021, mars 2024), le Tchad (avril 2021), la Guinée (septembre 2021), le Burkina Faso (janvier et septembre 2022), le Niger (juillet 2023), et le Gabon (août 2023), les putschistes ont imposé une période exceptionnelle en matière institutionnelle et juridique, une période de « transition », réglée par un document, une « charte », qui complète officiellement la Constitution, mais lui est supérieure lorsque les deux textes s'opposent. Seul le général Tiani, au Niger, a abrogé la loi fondamentale. Chaque junta s'est engagée à organiser une élection présidentielle, gage de ses bonnes intentions démocratiques, censée marquer la fin de cette parenthèse aux confins de la légalité, mais, à part au Tchad, le scrutin est régulièrement reporté. S'intéresser au devenir du chef des officiers à la tête de l'État apparaît ainsi pertinent, en particulier à la lumière des nouvelles Constitutions qu'ils ont ratifiées, des chartes, des propositions émises par les assemblées composées des « forces vives de la nation » et des lois électorales. Aussi, tantôt la possible candidature d'un militaire à l'élection présidentielle est-elle incertaine (I), tantôt elle est rendue ambiguë (II), tantôt elle a été le fruit de revirements (III).

L'incertitude d'une possible candidature d'un militaire à l'élection présidentielle

Au Niger, le général Abdourahamane Tiani a abrogé la Constitution de 2010 dès le 26 juillet 2023, jour il a fait emprisonner Mohamed Bazoum, le Président élu de façon démocratique. Depuis, aucun texte ne l'a remplacé. Le Conseil national pour la sauvegarde de la patrie administre le pays comme il veut. L'homme fort du pays a annoncé, fin 2023, que se tiendrait un « Forum national inclusif » devant donner lieu à des propositions de réformes et suggérerait



un délai quant à la durée de la période de transition ; il a aussi promis « un cadre stratégique de gouvernance pour la transition » : une future Charte de Transition ?

En Guinée, selon l'article 46 de la Charte de la Transition du 27 septembre 2021, « le Président et les membres du Comité National du Rassemblement pour le Développement ne peuvent faire acte de candidature ni aux élections nationales ni aux élections locales qui seront organisées pour marquer la fin de la Transition », et « cette disposition n'est susceptible d'aucune révision ».

Au Burkina Faso, conformément à l'article 4 de la Charte de Transition du 14 octobre 2022, «

le président de la Transition n'est pas éligible aux élections présidentielle, législatives et municipales, qui seront organisées pour mettre fin à la Transition. » Cependant, en mai 2024, la proposition des « Assises nationales » de prolonger la situation institutionnelle a été retenue, de sorte que le capitaine Traoré doit rester à son poste cinq ans encore.

Si l'incertitude est de mise, si personne, à part la junta elle-même, ne connaît la place des dirigeants actuels dans les institutions établies après la présidentielle, la militarisation de ces trois pays rend vraisemblable, sinon probable, une distorsion des chartes guinéenne et burkinabè et l'introduction d'un ar-

ticte dans la prochaine Constitution nigérienne autorisant les membres de l'armée à se présenter à l'élection. En effet, en Guinée, le Président Doumbouya a été nommé général en 2024, ce qui renforce son prestige, donc l'idée qu'il ne tient pas à quitter le palais présidentiel, et le Niger et le Burkina Faso (avec le Mali) se sont alliés en juillet 2024 dans une confédération fondée en particulier sur la sécurité et sur la défense, c'est-à-dire sur l'armée. Le capitaine Traoré et le général Tiani ne devraient alors pas accepter de renoncer à leurs prérogatives en agréant une Constitution, une loi électorale ou tout autre document les empêchant de se présenter aux électeurs. Dans ce cas, ils auront le loisir de suivre la voie empruntée par le Gabon et le Mali.

L'ambiguïté d'une possible candidature d'un militaire à l'élection présidentielle

Au Gabon, l'article 44 de la Charte de la Transition du 4 septembre 2023, adoptée par le « Comité pour la Transition et la Restauration des Institutions » (C.T.R.I.) impose une mesure claire a priori : « Les membres du Gouvernement de la Transition ne sont pas éligibles à l'élection présidentielle qui sera organisée pour marquer la fin de la Transition. Les officiers supérieurs des Forces de Défense et de Sécurité, nommés membres du Gouvernement, réintègrent leurs corps d'origine à la cessation de leurs fonctions ministérielles. » Toutefois, étant donné que le général Brice Clotaire Oligui Nguema cumule les fonctions de chef de l'État et de membre du gouvernement, comme ministre de la Défense et de la Sécurité (d'après l'article 35), nul ne sait s'il aura le droit de se soumettre au suffrage des électeurs. Quoiqu'il en soit, selon le Monde, « parmi le millier de propositions [du "Dialogue national inclusif"],

aucune ne revient sur l'éligibilité de l'actuel chef de la transition ».

Au Mali, trois mesures sont concurrentes et rendent incertaine la candidature d'Assimi Goïta, ou de l'un de ses amis putschistes. La Charte de la Transition modifiée du 25 février 2022, d'abord, est restrictive : d'après l'article 9, « le Président de la Transition n'est pas éligible aux élections présidentielle et législatives, qui seront organisées pour marquer la fin de la Transition », d'autant que « la présente disposition n'est pas susceptible de révision » ; la loi électorale du 24 juin 2022, ensuite, nuance cependant l'interdiction : « tout membre des Forces armées ou de sécurité qui désire être candidat aux fonctions de président de la République doit démissionner ou demander sa mise à la retraite au moins six mois avant la fin du mandat en cours du président de la République » ; et « pour les élections pendant la Transition, les membres des Forces armées ou de sécurité qui désirent être candidats aux fonctions de président de la République doivent démissionner ou demander leur mise à la retraite au moins quatre mois avant la date de l'élection présidentielle marquant la fin de la Transition » ; les neuvième et onzième recommandations de la deuxième thématique, « Questions politiques et institutionnelles », du Dialogue inter-Maliens pour la paix et la réconciliation nationale (DIM), enfin, qui s'est terminé le 10 mai 2024, proposent de « réviser la Charte de la Transition » et de « susciter la candidature du colonel Assimi Goïta à la prochaine élection présidentielle ».

Au Tchad, des points de vue tranchés et contraires ont été employés en matière de candidature d'un militaire à l'élection présidentielle.

De l'interdiction à l'acceptation de la candidature d'un militaire à l'élection présidentielle

Au Tchad, après le décès de son père, Idriss Déby, Mahamat Idriss Déby a pris le pouvoir sans que la Constitution ne l'y autorise. Il a instauré un régime de transition le jour même, le 20 avril 2021, et, le mois suivant, a signé une Charte de Transition, modifiée le 8 octobre 2022. Son article 54 est le suivant : « Le Président du Conseil National de Transition assumant les fonctions de Président de Transition ne peut ni démettre le Gouvernement, ni procéder à la révision de la Charte de Transition, ni se porter candidat à l'élection présidentielle. » Pour contourner cet obstacle juridique, le jeune officier a fait procéder à un « Dialogue national inclusif et souverain » et a suivi ses recommandations, comme l'élaboration d'une Constitution – adoptée en 2023 – lui permettant de concourir à l'élection suprême, l'article 68 indiquant en effet que « si le candidat est membre des forces de défense et de sécurité, il se met au préalable en position de disponibilité ».

Cet arrangement séduit manifestement les juntes qui cherchent lentement, au moyen de réunions populaires, à légitimer leur pérennité au pouvoir. Mais celles-ci sont plus prudentes, craignant peut-être une révolte populaire ou respectant la feuille de route que leurs alliés russes leur ont fournie. Il n'est pas d'une hardiesse excessive d'avancer que l'objectif atteint par le Président Mahamat Idriss Déby fait des envieux.

L'apparence du constitutionnalisme est le point commun de ces putschistes. Les Présidents n'ont plus l'audace ni la totale impunité de naguère. Même si les garde-fous sont faibles, contestés et contestables, telle la Cédéao, dont certains membres ont à leur tête des dictateurs, ils promeuvent de nobles valeurs. Pour les contrer, la Confédération des États du Sahel prétend défendre des valeurs africaines : c'est une idée forte et peut-être plus subtile pour maintenir le pouvoir des militaires et négliger ainsi certaines règles de droit international et constitutionnel.

**Balla CISSÉ, docteur en droit public,
Avocat au Barreau de Paris, Diplômé en
Administration électorale**



Le Mali face aux défis internes et externes : Le Président Goïta s'engage pour la sécurité et la stabilité nationale



Le Général Assimi Goïta, Président de la Transition du Mali, a récemment prononcé un discours crucial lors de ses vœux aux Forces vives de la nation. Au cours de cet événement, il a réitéré les engagements de son gouvernement en matière de sécurité, de stabilité et de réconciliation nationale face aux défis persistants auxquels le pays est confronté.

Le discours du Président Goïta a mis en lumière les efforts continus du gouvernement de la Transition pour garantir la sécurité du Mali malgré la menace persistante des Groupes Armés Terroristes (GAT) et les défis internes liés à la cohésion nationale. Il a souligné les récentes victoires des forces armées

maliennes contre les GAT, mettant en avant l'importance des équipements militaires acquis et la détermination à poursuivre dans cette voie pour protéger l'intégrité du territoire malien.

Une des priorités abordées par le Président Goïta est le désarmement des groupes d'autodéfense, considérés comme une menace pour la stabilité du pays et la sécurité des populations. Il a annoncé que des mesures seront prises dès le mois prochain pour désarmer ces milices, dans le cadre d'une initiative visant à restaurer l'ordre et à garantir une paix durable en unifiant les forces de sécurité sous une autorité centralisée et respectueuse des lois.

L'approche du gouvernement pour éliminer les milices et instaurer un climat de confiance au sein de la population repose sur trois principes clés : la sécurisation du pays, la préservation de la stabilité nationale et le respect des lois. Ces efforts visent à renforcer les capacités militaires du Mali et à s'assurer que le pays devienne imperméable aux menaces extérieures, tout en favorisant la réconciliation et l'unité nationale.

Le discours du Président Assimi Goïta souligne la détermination du gouvernement malien à relever les défis sécuritaires et à œuvrer pour la stabilité et la paix durables dans le pays. Les actions annoncées démontrent une volonté forte de sécuriser le territoire, de désar-



mer les milices et de garantir un avenir pacifique pour tous les Maliens. Le discours du Général Goïta met en avant des piliers fondamentaux pour assurer la stabilité et l'unité du Mali. Il insiste sur l'importance de maintenir l'unité nationale et de mettre fin aux divisions qui pourraient fragiliser le tissu social du pays. En soulignant que la stabilité est liée au respect des lois et des droits, il met en garde contre toute forme d'incitation à la violence, soulignant que les paroles peuvent être aussi destructrices qu'une balle une fois la gâchette pressée.

Le message du Président Goïta illustre une vision claire pour l'avenir du Mali, basée sur la sécurité, la justice et la cohésion nationale.

Malgré les défis internes et externes, le Mali poursuit sa lutte contre les tentatives de déstabilisation, qu'elles soient violentes ou issues de conspirations internes, tout en faisant preuve de résilience face à ces éléments perturbateurs. Sous la direction du Général Goïta, l'accent est mis sur la réconciliation et la reconstruction d'une nation unie, où la paix et la prospérité découleront de l'engagement collectif de tous les acteurs nationaux.



Dans un contexte de défis complexes, le dialogue national, la justice et la bonne gouvernance jouent un rôle crucial. Le gouvernement de la Transition s'engage à poursuivre des réformes profondes et à proposer des solutions concrètes pour un Mali stable et pacifique, où chaque citoyen pourra vivre dignement et en sécurité.

Malgré les nombreux obstacles, le Mali, soutenu par la solidarité de son peuple et la détermination de ses dirigeants, aspire à tourner la page des violences et de l'insécurité pour écrire un nouveau chapitre de son histoire, marqué par la paix et la prospérité.

Mohamed N'Diaye

MALI-CEDEAO:

La seconde bataille de Kirina

L'évolution de la situation dans le sahel confirme le pillage par l'Europe des ressources de l'Afrique dont, ce faisant elle pompe le sang. La France est le cœur du système pendant que certains pays africains font office de reins.

L'arrivée d'Assimi Goïta à la tête de l'Etat du Mali a provoqué un véritable séisme qui va, inéluctablement enterrer l'ordre néocolonial. Sous son impulsion, trois ans ont suffi pour que le Sahel soit débarrassé des forces d'occupation occidentales et passe sous le contrôle des forces patriotiques de l'Alliance des Etats du Sahel (AES). Désormais, la survie de la France en tant que puissance mondiale est en jeu. Alors, vigilance !

Pourquoi la méthode Assimi est-elle gagnante ?

Pays pionnier de l'émancipation africaine dès 1960, le Mali tombe de Charybde en Scylla entre le 19 novembre 1968, date du coup d'état

militaire du CMLN et le 24 mai 2021, date de la rectification de la transition conduite par Bah N'Daw. Si la chute d'IBK et l'arrivée de l'armée à la tête du pays, le 18 août 2020 sont consécutives à des manifestations populaires conduites par le M5-RFP, Bah N'Daw alors conseillé par Dieu Seul sait qui, avait décidé de constituer son équipe gouvernementale en ignorant les caciques de ce mouvement. La faute fatale pour lui, sera de chercher à mériter les éloges du président français Emmanuel Macron, allant jusqu'à écarter du gouvernement deux des cinq officiers militaires ayant piloté le renversement d'IBK. Assimi Goïta a alors dû lui rappeler « qui a mis l'eau dans coco ». Bah N'Daw en est encore à se deman-

der, comment il a pu être éjecté aussi facilement et « placé hors de ses prérogatives ». A cette occasion, autant dans l'enchaînement des faits que dans la sémantique utilisée, les maliens ont assisté à la destitution politique la plus courtoise de leur histoire. Le pays tient en Assimi et ses compagnons d'armes, une nouvelle race de militaires maîtres dans l'anticipation, obtenant des résultats qui suscitent l'adhésion populaire. En effet, Assimi n'a établi aucune relation incestueuse avec le M5-RFP, évitant ainsi le syndrome d'ATT qui avait choisi en 1991, d'accompagner la nébuleuse du mouvement démocratique, croyant conduire le bal alors qu'il n'était que l'otage consentant du système. Au terme de son second mandat, il a été lâché en bloc à la date fatidique du 22 mars 2012. En outre, il a refusé toute compromission avec la France, se retranchant lucidement derrière la volonté du peuple malien. Son rapprochement avec la Russie, la Chine et la Turquie d'une part, la montée en puissance concomitante de l'armée d'autre part, ont permis aux maliens et à d'autres Africains de comprendre qu'une alternative à la soumission et au stoïcisme est possible. Le Mali, le Burkina Faso et le Niger sont aujourd'hui une réalité géostratégique incontournable au sein de l'AES ; et si leur sortie, fort opportune de la moribonde CEDEAO les met à l'abri des at-





taques scélérates de celle-ci, la France et ses complices restent perfidement à la manœuvre.

Comment l'élection de Macron a changé la donne

Tout ce que Modibo Kéita avait patiemment construit a été sabordé par le régime du CMLN, avant d'être enterré par la machine de prédation issue du mouvement démocratique. La corruption a longtemps prospéré parce qu'abondamment tolérée, rongant les valeurs morales, dénaturant les fondements de la société, infiltrant les institutions, détruisant le pacte social, provoquant frustrations et révoltes. En effet, derrière chaque acte de grande corruption se cache une infrastructure non réalisée ou un projet détourné. Comment dire non à la corruption quand le travail ne permet pas de payer les factures ou tout simplement de faire bouillir la marmite ? Voilà comment le cercle de ceux qui avaient fait le serment de l'intégrité, de marcher droit même au milieu des tempêtes, a rétréci comme une peau de chagrin. Assimi Goïta est en train de réaliser

le grand rêve de Modibo Kéita et de tous les panafricanistes, conduisant beaucoup de ses compatriotes à faire leur mea culpa et accompagner la nouvelle dynamique, au grand dam de ceux qui comptaient sur un pourrissement de la situation. L'arrivée d'Emmanuel Macron à la tête de l'Etat français a créé les conditions d'une vraie décolonisation des mentalités. L'homme est non seulement arrogant et méprisant, mais il est complètement ignorant du sens de l'histoire et des arcanes des relations franco-africaines, alors que les militaires au pouvoir sont des jeunes décomplexés, bien au fait des réalités géopolitiques et géostratégiques du monde, loin des frasques des politiciens sclérosés de la Françafrique. Grâce à la réhabilitation des légitimités traditionnelles et au programme national d'éducation aux valeurs, un véritable élan démocratique est en train de monter des profondeurs du peuple malien, pour donner au pouvoir politique une base plus légitime et plus stable, aux antipodes de la démocratie frelatée jusque-là servie pour contenter des partenaires étrangers. Déjà, de gros poissons tombent régulièrement dans les filets de la justice, signe de la fin

d'une impunité qui prospère depuis plus de trente ans. Certains délinquants à col blanc qui croyaient trouver le salut dans la fuite, commencent par être gagnés par le doute car leurs protecteurs sont essouffés, alors que le soutien du peuple au régime ne faiblit pas.

En violant ses propres textes pour s'aplatir devant la France, et en faisant fi de sa mission d'intégration économique et sociale, la CE-DEAO empêtrée dans ses contradictions se trouve disqualifiée pour dicter une quelconque conduite à un Etat membre. Le Mali a affronté seul les forces terroristes et leurs commanditaires, avant d'être rejoint par le Burkina Faso et le Niger. D'autres peuples rêvent à présent de les rejoindre, provoquant de violentes tempêtes sous les crânes dans des palais alentours. En ce qui concerne la France éconduite, après ses batailles perdues de Waterloo et Diên-Biên-Phu, sa déroute se précise dans le Sahel, où le pire l'attend !

Mahamadou Camara
Email : mahacam55mc@gmail.com



COMMUNIQUÉ INPS

Afin d'éviter les perturbations éventuelles dans le déroulement des paiements, la Direction générale l'INPS informe les retraités et rentiers ivoiriens que le contrôle annuel de leur existence physique s'effectuera du 1er Septembre au 30 novembre 2024.

A cet effet les retraités et rentiers sont priés de faire parvenir les pièces suivantes dans les lieux de paiement habituels avant **le 30 Novembre 2024 (délais de rigueur)** :

Pour les retraités :

- Certificat de vie,
- Certificat de vie et/ou de scolarité des enfants,
- Attestation de non-imposition.

Pour les conjoints survivants :

- Certificat de vie,
- Certificat de vie et/ou de scolarité des enfants,
- Certificat de non remariage.

Pour les rentiers :

- Certificat de vie.

La Direction générale de L'INPS sait compter sur la bonne compréhension de tous.

Bamako, le 19 Août 2024

OUSMANE KARIM COULIBALY
Directeur Général
Chevalier de l'Ordre National

Ministère de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme : Une délégation d'Orange Mali reçue



Le Ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme, Monsieur Mamou DAFFÉ, a accueilli le mardi 14 janvier 2025 une délégation de haut niveau de la société Orange Mali. Cette délégation était dirigée par le Directeur Général, Monsieur Aboubacar Sadikhe DIOP, en présence de son adjoint, Monsieur Fatogoma Aristide SANON, ainsi que de son équipe de Communication Institutionnelle. L'objectif de cette réunion était de présenter les vœux pour la nouvelle année et de réaffirmer l'engagement d'Orange Mali en faveur de la culture malienne.

Au centre des échanges, le projet Orange Musique Talent a été mis en avant. Cette initiative

ambitieuse a pour but de soutenir les jeunes artistes talentueux de toutes les régions du Mali. En effet, ce programme prévoit d'offrir une formation professionnelle aux artistes émergents et de les accompagner dans la production de leurs premiers singles. C'est une opportunité précieuse pour ces jeunes talents de se faire connaître et de développer leur carrière artistique.

Le Ministre a salué chaleureusement cette initiative qui représente un espoir pour la jeunesse artistique malienne. Il a souligné l'importance de soutenir et de promouvoir la culture locale, un élément essentiel de l'identité et du rayonnement du Mali à l'échelle nationale et internationale. Ainsi, il a exprimé sa

gratitude envers Orange Mali pour son engagement continu en faveur de la culture et des arts au Mali.

Cette rencontre entre le Ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme et la délégation d'Orange Mali témoigne de la volonté commune de renforcer les liens entre le secteur privé et les acteurs culturels pour dynamiser le paysage artistique malien et offrir de nouvelles opportunités aux jeunes talents du pays.

Fatou Sissoko

Crise sécuritaire au Bénin : Le défaut de coopération régionale pointé du doigt



Une attaque terroriste d'une ampleur inédite a frappé le nord du Bénin, mettant en lumière les lacunes de la coopération militaire régionale et les conséquences désastreuses de la méfiance entre les pays voisins. Selon les déclarations des militaires béninois lors d'une réunion à Cotonou, le manque de collaboration entre le Bénin, le Burkina Faso et le Niger aurait favorisé le succès des djihadistes.

Les responsables de l'armée ont souligné l'absence de coordination entre les forces armées des trois pays, en raison des tensions politiques et sécuritaires prévalant dans la région. Malgré les appels du chef d'état-major général des forces armées béninoises à une action commune contre les groupes terroristes, la

proposition de rencontre avec l'armée nigérienne est restée sans réponse.

L'attaque du 9 janvier a entraîné la mort de 28 soldats béninois, tandis que le groupe djihadiste lié à Al-Qaïda, le Jama'at Nusrat ul-Islam wa al-Muslimin (JNIM), aurait subi des pertes importantes. Les relations déjà tendues entre le Bénin et le Niger se sont encore détériorées après le coup d'État militaire au Niger en juillet 2023, entraînant des sanctions de la CEDEAO et des conflits persistants concernant le commerce du pétrole et la frontière commune.

Par ailleurs, les divergences politiques entre les gouvernements militaires du Burkina Faso et du Niger, opposés à la France, et le Bénin, allié historique de l'ancienne puissance colo-

niale, compliquent davantage la situation régionale. Cette fracture politique et sécuritaire compromet la lutte contre le terrorisme et met en péril la stabilité de la sous-région ouest-africaine.

Face à cette crise sécuritaire majeure, il est impératif que les pays concernés renforcent leur coopération et leur coordination militaire pour contrer la menace djihadiste et restaurer la paix dans la région. L'unité et la solidarité régionales apparaissent comme des éléments essentiels pour faire face à ce défi sécuritaire commun et prévenir de nouvelles tragédies.

Arouna Sidibé

Réforme des retraites et stabilité des finances publiques : Le Premier ministre français prône le dialogue social



Le Premier ministre français, François Bayrou, a récemment prononcé un discours de politique générale devant l'Assemblée nationale, mettant en avant l'importance d'un retour au dialogue social concernant la réforme des retraites. Au cours de son intervention, il a mis en lumière deux points essentiels : la gestion de la dette publique et la relance de la réforme des retraites.

François Bayrou a alerté sur le niveau record d'endettement de la France, en déclarant que le pays n'avait jamais été aussi endetté par le passé. Il a souligné que cette dette représentait une menace sérieuse pour le pays et son

modèle social, appelant à une prise de conscience collective pour y remédier. Le Premier ministre a insisté sur le fait qu'aucune politique de redressement ne pourrait être efficace sans une prise en compte sérieuse de cette situation de surendettement.

Malgré ce constat alarmant, François Bayrou a évité de politiser la question de la dette, mettant en avant la responsabilité partagée de tous les partis au pouvoir dans cette situation. Il a mis en avant l'urgence de restaurer la stabilité dans le pays afin de permettre la mise en œuvre des réformes structurelles nécessaires.

En ce qui concerne les perspectives financières, le Premier ministre vise à ramener le déficit public à 5,4 % du PIB d'ici 2025, avec une prévision de croissance de 0,9 %. Il a également annoncé la création d'un fonds spécial dédié à la réforme de l'État, visant à moderniser les services publics grâce à des initiatives telles que l'intelligence artificielle.

Ce projet s'inscrit dans une vision globale de transformation de l'administration française pour la rendre plus performante et adaptée aux défis contemporains. Enfin, François Bayrou a souligné l'importance de la réforme des retraites, la qualifiant de vitale pour le pays et

son modèle social, mettant ainsi en avant la nécessité d'un dialogue social renouvelé sur cette question cruciale. La réforme portée par le gouvernement d'Élisabeth Borne en 2023, et sur laquelle François Bayrou s'est exprimé, a suscité diverses réactions et propositions de la part de l'ancien ministre. François Bayrou a salué le courage de sa prédécesseur tout en reconnaissant la nécessité de poursuivre des voies de progrès pour répondre aux tensions et contestations générées par la réforme impopulaire ayant fait passer l'âge légal de départ à la retraite de 62 à 64 ans.

Il a annoncé sa volonté de remettre ce sujet en chantier en collaboration avec les partenaires sociaux, dans des conditions transparentes et pour une durée limitée. L'objectif est de rechercher une réforme nouvelle, sans tabous, en veillant à maintenir l'équilibre financier du système des retraites.

Une Mission Flash pour la Cour des Comptes

Pour cette raison, une mission rapide a été confiée à la Cour des comptes afin d'établir un état précis du financement actuel du système.

La Volonté de François Bayrou pour la Réforme des Retraites

En cas d'échec des discussions avec les partenaires sociaux, la réforme actuelle restera en vigueur, démontrant ainsi la détermination de François Bayrou à établir un cadre contraignant pour les négociations tout en laissant place à un éventuel consensus. Il a souligné que la relance de la réforme des retraites vise à restaurer la confiance des Français dans leurs institutions et dans l'avenir économique du pays.

Réconciliation et Transparence

Par ailleurs, François Bayrou a mis en avant la nécessité de réconcilier les Français entre eux, avec leur État, leurs élus et les entreprises. Il s'est engagé à faire des Français des partenaires des décisions à prendre, favorisant ainsi

le dialogue et la transparence pour regagner la confiance de l'opinion publique.

Évolution Constitutionnelle pour la Corse et la Nouvelle-Calédonie

Concernant la question de la Corse, François Bayrou a promis une évolution constitutionnelle d'ici fin 2025, avec un calendrier précis qui sera respecté. Cette annonce vise à rassurer les acteurs locaux et à maintenir le cap des négociations engagées. Il a également abordé la situation en Nouvelle-Calédonie, un territoire français du Pacifique.

Dialogue Politique et Solutions Innovantes

En résumé, les déclarations de François Bayrou témoignent d'une volonté de dialogue, de transparence et de recherche de consensus pour mener à bien des réformes structurantes tout en rétablissant la confiance des citoyens dans les institutions et dans l'avenir du pays. François Bayrou a récemment exprimé sa volonté d'inviter les forces politiques à Paris en



janvier pour entamer des négociations, en demandant au ministre des Outre-mer de suivre de près ce dossier. Il estime que le territoire d'outre-mer doit construire son avenir et souhaite que des solutions novatrices soient trouvées pour le bien de tous les Calédoniens. Il a souligné l'importance de reprendre le processus politique avec des négociations aboutissant à la fin du trimestre en cours.

Gestion de la Crise des "Gilets Jaunes" et Politique de Santé

Le leader politique a également abordé les enseignements à tirer de la crise des "gilets jaunes", en mettant en lumière la division de la société entre ceux qui sont pris en compte et ceux qui ne le sont pas. Il a annoncé son intention de reprendre l'étude des cahiers de doléances émanant de cette crise pour répondre aux attentes des milieux sociaux exclus du pouvoir. François Bayrou a assuré que le déremboursement de certains médicaments et consultations ne sera pas repris, malgré une annonce antérieure du gouvernement. Il a également souligné l'enjeu crucial de la démographie médicale, mettant en avant la

nécessité de travailler sur la formation des soignants en impliquant les élus territoriaux.

Réforme du Mode de Scrutin Législatif

Sur le plan politique, Bayrou s'est prononcé en faveur de la proportionnelle et a exprimé le souhait d'une réforme du mode de scrutin législatif enraciné dans les territoires.

François Bayrou sur l'avenir de l'Europe et les défis mondiaux

Il a également abordé les enjeux internationaux, en soulignant l'importance pour la France de s'affirmer dans un monde en pleine reconfiguration. Il a critiqué l'agression russe en Ukraine et mis en garde contre les ambitions géopolitiques de la Chine et des États-Unis.

Pour François Bayrou, la réponse à ce désordre mondial réside dans une Europe forte et unie. Dans cette déclaration, il est clair que l'orateur met en avant la nécessité pour l'Europe de devenir une communauté stratégique, une puissance politique et de défense à la hauteur de

sa puissance économique potentielle. Il souligne également l'interdépendance entre l'indépendance de la France et celle de l'Europe, soulignant ainsi l'importance de la coopération et de la solidarité au sein de l'Union européenne.

Cependant, il reconnaît que cette tâche ne sera pas facile. La relance du dialogue social sur les retraites devra surmonter les profondes divisions entre les différents acteurs concernés, à savoir les syndicats, le patronat et le gouvernement. De même, la lutte contre le surendettement et la réalisation des ambitions internationales pourraient se heurter aux défis économiques et politiques actuels.

François Bayrou semble vouloir incarner une figure de stabilité dans un contexte marqué par l'incertitude en fixant un cap clair et ambitieux. Cependant, il est souligné qu'il devra passer des promesses aux actions concrètes pour convaincre et pour que ses ambitions se concrétisent.

Arouna Sidibé



Basketball : Le ministre Fomba inaugure des terrains

Le Ministre de la Jeunesse et des Sports, Chargé de l'Instruction Civique et de la Construction Citoyenne, Abdoulaye Kassim Fomba a présidé la cérémonie d'inauguration des terrains de basketball du Camp Para et du Génie Militaire ce mercredi 8 janvier 2025.

Ces nouvelles infrastructures sportives ont été officiellement ouvertes pour offrir aux jeunes un espace de pratique, de partage et de valorisation des principes fondamentaux du bas-

ket-ball tels que la discipline, le respect et l'esprit d'équipe.

Par ce geste, le Ministre Fomba donne aux enfants les moyens de se dépasser et de bâtir un avenir meilleur à travers la pratique du basket. Il a exprimé ses encouragements aux jeunes sportifs, soulignant son engagement à soutenir la jeunesse malienne dans son épanouissement à travers le sport et les valeurs citoyennes.

Lors de son discours, le Ministre a mis en avant l'importance du sport dans le développement personnel des jeunes, soulignant que le basket-ball est un vecteur d'éducation et de cohésion sociale. Il a également souligné l'importance de promouvoir les valeurs de solidarité, d'effort et de fair-play au sein de la jeunesse malienne.

Cette inauguration marque un pas important dans la promotion du sport et des valeurs citoyennes au Mali, et témoigne de l'engagement du Ministre Fomba en faveur de la jeunesse et du développement du sport dans le pays.

Fatou Sissoko





Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « **DÈMÉSO** »



80001120
80001122



+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**



Bélier (21 mars - 19 avril)

Le plein d'énergie. Votre passion et détermination seront à leur apogée, ce qui vous permettra de surmonter des défis importants dans votre carrière. Cependant, Mercure rétrograde pourrait créer quelques malentendus dans votre communication avec vos collègues ou proches. Assurez-vous de clarifier vos intentions. En amour, la situation est stable, mais attention à ne pas négliger les petites attentions envers votre partenaire. Les célibataires pourraient être tentés par une aventure passionnée, mais éphémère. Côté santé, attention à ne pas vous surmener : prenez des moments pour vous détendre.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Cette semaine sera idéale pour vous concentrer sur des projets à long terme. Saturne favorise la stabilité, et vous aurez l'occasion de solidifier vos bases financières ou professionnelles. Toutefois, Vénus vous encourage également à prendre soin de vos relations personnelles : une réconciliation ou une conversation profonde avec un ami ou un partenaire pourrait apporter des bénéfices émotionnels durables. Sur le plan sentimental, il est important de rester ouvert et de ne pas trop vous enfermer dans vos routines. Les célibataires auront peut-être l'occasion de croiser une personne qui partage leurs valeurs.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Les Gémeaux auront une semaine dynamique et stimulante. Vous gèrerez plusieurs tâches simultanément, mais votre polyvalence naturelle vous permettra de relever ces défis avec succès. Jupiter vous ouvre de nouvelles opportunités professionnelles, mais veillez à ne pas vous disperser. Côté cœur, la communication sera essentielle : vous pourriez avoir à clarifier certains malentendus avec votre partenaire. Les célibataires auront la chance de vivre des moments légers et joyeux, avec des rencontres qui pourraient aboutir à quelque chose de sérieux.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Cette semaine, le Cancer se concentre sur ses émotions. Vous ressentez un besoin de recentrer votre énergie sur vous-même et de vous reconnecter à vos proches. Les aspects familiaux et domestiques seront mis en avant : c'est le moment idéal pour organiser des activités avec vos proches ou pour envisager des changements dans votre environnement personnel. Sur le plan professionnel, vous serez très organisé et efficace, et vos efforts ne passeront pas inaperçus. En amour, attendez-vous à des moments tendres et affectueux, avec une bonne communication dans le couple.



Lion (22 juillet - 23 août)

Le Lion brille cette semaine, notamment sur le plan professionnel. Vous serez en mesure de mener à bien des projets ambitieux, et votre leadership naturel sera remarqué. Cependant, n'oubliez pas d'être attentif aux besoins des autres. En amour, vous êtes plus passionné que jamais, mais veillez à ne pas écraser votre partenaire par votre forte personnalité. Les célibataires seront très charismatiques et attireront facilement l'attention, mais soyez sélectif dans vos choix.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Les Vierges se sentiront plus centrées sur leurs objectifs personnels cette semaine. Les astres vous encouragent à prendre du recul pour réévaluer vos priorités et fixer de nouveaux objectifs. Vous pourriez également avoir des discussions importantes concernant votre vie sentimentale : c'est le moment de clarifier vos attentes. Côté carrière, vous devrez peut-être faire preuve de patience et attendre le bon moment pour lancer de nouveaux projets. Ne vous précipitez pas.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

La Balance cherchera l'équilibre cette semaine, notamment entre sa vie professionnelle et personnelle. Vous pourriez avoir des décisions importantes à prendre concernant votre travail, mais veillez à ne pas négliger vos proches dans le processus. En amour, Vénus vous protège, et les relations amoureuses seront placées sous le signe de l'harmonie. Pour les célibataires, une rencontre significative pourrait avoir lieu cette semaine. Sur le plan financier, soyez prudent avec vos dépenses.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Les Scorpions vivront une semaine d'introspection et de transformation. Vous serez amené à reconsidérer certaines de vos habitudes ou croyances, notamment dans votre vie professionnelle. Les changements peuvent sembler difficiles au début, mais ils s'avéreront bénéfiques à long terme. En amour, vous rechercherez davantage de sincérité et de profondeur dans vos relations. Les célibataires auront l'opportunité de se rapprocher d'une personne qui comprend leur sensibilité unique.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Le Sagittaire sera rempli d'un désir d'aventure et d'exploration cette semaine. Que ce soit un nouveau projet ou un voyage imprévu, les astres vous encouragent à sortir de votre zone de confort. Toutefois, quelques tensions familiales pourraient survivre, veillez à faire preuve de diplomatie. Sur le plan sentimental, vous serez optimiste et enjoué, attirant ainsi des relations légères et amusantes, mais veillez à ne pas négliger vos engagements existants si vous êtes en couple.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Les Capricornes seront très concentrés sur leurs objectifs à long terme cette semaine. Saturne, votre planète dominante, vous donne la discipline nécessaire pour franchir les obstacles et obtenir des résultats concrets. Côté carrière, c'est le moment idéal pour demander une promotion ou conclure des négociations importantes. En amour, vous pourriez être plus distant que d'habitude, mais cela pourrait être l'occasion de renforcer la communication dans votre couple.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Les Verseaux seront sous l'influence d'Uranus, leur planète gouvernante, qui favorise l'originalité et les idées novatrices. Vous pourriez être inspiré par un nouveau projet ou une cause humanitaire. Ne soyez pas surpris si vous ressentez le besoin de sortir des sentiers battus. Côté sentimental, votre attitude indépendante pourrait créer de la distance avec votre partenaire, alors veillez à maintenir une bonne communication.



Poisson (19 février - 21 mars)

Les Poissons auront une semaine marquée par l'empathie et l'émotion. Vous ressentirez une forte connexion avec votre entourage, et vous pourriez jouer un rôle de soutien pour vos proches. Côté professionnel, il est possible que vous soyez confronté à des défis, mais votre intuition vous guidera vers les bonnes décisions. En amour, c'est le moment de consolider vos liens avec votre partenaire en étant à l'écoute de ses besoins émotionnels.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

Interpellation et avis aux membres du Conseil de l'opposition nationale - Réactions vives de l'opposition

1592 **Malikilé**



Le Combat de Yahya Samaké

Événements - Les élections de 2019 au Mali

Centre de Formation Professionnelle de Ségou - Cérémonie d'ouverture de l'Atelier National de Validation de la Stratégie Nationale de l'Entrepreneuriat au Mali

1593 **Malikilé**



Renforcement de la coopération bilatérale

Le Mali approuve l'adhésion de l'Union CEEA - Une opportunité pour le développement

Représentation au 1^{er} Forum Économique Régional de l'Afrique de l'Ouest - Les Ambassades au Mali et au Burkina fermées et une nouvelle ouverte à Dakar

1594 **Malikilé**



Justice internationale - Al Hassan reconnu coupable de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre

Prise en compte des centres de réfugiés de l'étranger - L'Algérie a une dette de 1,5 milliard de dollars

Politique sectorielle de l'absence de Déclaration de politique générale de Premier ministre au Sénégal - enjeux et implications

1595 **Malikilé**



Un tissu de mensonges?

CFI - Condamnation d'Al Hassan

Gala de levée de fonds pour lutter contre la désignation - Une Initiative de Rotary Bouaké Assani et de l'Association Espoir en Rouge

1596 **Malikilé**



La rançon de la quête de souveraineté

CFI - Condamnation d'Al Hassan

Fin de la guerre civile au Mali - Le Rassemblement National en position de force, mais la bataille finale reste à venir

1597 **Malikilé**



Patchette Chaguel!

Le Mali approuve l'adhésion de l'Union CEEA - Une opportunité pour le développement

Visite diplomatique de l'ambassadeur au Mali - Le ministre Diop rencontre son homologue des Émirats Arabes Unis

1598 **Malikilé**



Retour sur les événements marquants du mois de juin 2024

Le Mali approuve l'adhésion de l'Union CEEA - Une opportunité pour le développement

Renforcement de la coopération énergétique entre le Mali et la Russie - Le Conseil Assani reçoit en audience l'ambassadeur russe

1599 **Malikilé**



Quels projets pour l'accès des pays du Sahel à l'Atlantique?

Le Mali approuve l'adhésion de l'Union CEEA - Une opportunité pour le développement

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23